

Quatre ministres de la santé en deux ans !

Mme Catherine Vautrin vient d'être nommée ministre du travail, de la santé et de ses solidarités. C'est le **quatrième ministre de la santé** depuis la réélection d'Emmanuel Macron en 2022, après François Braun, Aurélien Rousseau et Agnès le Firmin. Cette instabilité, qui contraste avec la situation du ministre de l'économie, Bruno Lemaire, en poste depuis 2017, témoigne de la difficulté de l'exécutif à trouver la personnalité politique capable de s'imposer à ce poste. Être ministre de la santé, c'est se confronter en rafale aux attentes contradictoires des professionnels de santé d'une part (près de deux millions d'actifs) et des multiples groupes d'intérêts porteurs de la diversité des besoins de santé d'autre part. C'est aussi faire face périodiquement aux épidémies qui remettent en cause les agendas, tout en portant un cap qui donne du sens aux politiques de santé et de prévention, aussi bien au plan national que dans les territoires... Mission impossible ? quand le ministre de l'économie cherche au contraire à contenir la dépense publique.

La démographie de la France est en train de perdre sa singularité en Europe, avec une **natalité** en forte baisse (- 6,6 % en 2023 par rapport à 2022). On dénombre seulement 678 000 bébés nés en France en 2023, le point le plus bas depuis des décennies ; la situation des maternités va devenir préoccupante.

Malgré les différents pics épidémiques liés au covid19 et aux fortes chaleurs, le nombre de **décès** (631 000) diminue lui aussi. Le solde naturel (différence entre les naissances et les décès) est de plus en plus faible (47 000).

Après la crise sanitaire, l'espérance de vie à 60 ans retrouve un niveau supérieur à celui de 2019. La France compte 68,4 millions d'habitants en 2024, l'augmentation de la population étant principalement liée à l'émigration. Un sujet hautement politique qui suscite déjà de multiples réactions. ([Le Monde](#), [Bilan démographique Insee](#)).

Bonne année à tous et à toutes !



SANTÉ MENTALE - "Santé à voix haute" poursuit la réflexion sur la conduite des politiques de santé mentale avec le Dr Denis Leguay, président de Santé mentale France. Cette deuxième partie de l'interview de l'ancien praticien hospitalier angevin porte sur le déficit d'attractivité de la spécialité, les divisions en différents courants épistémologiques, la politique de sectorisation, la feuille de route en santé mentale et l'avenir de la psychiatrie. [LIRE L'ARTICLE](#)

À lire également la tribune parue dans le quotidien « Le Monde », de la responsable associative Martine Frager-Berlet qui note que **l'hospitalisation sous contrainte est**



Catherine Barthélémy,
présidente de l'Académie nationale de
médecine

« Défricheuse de l'autisme », Catherine Barthélémy préside depuis janvier 2024 l'Académie nationale de médecine, première femme élue par ses pairs. Pédiatre, psychiatre et physiologiste, elle est chef de service honoraire au CHU de Tours, au sein duquel elle a dirigé pendant 20 ans le groupe Inserm « Autisme, imagerie, cerveau ». **Elle fut également en 1983 co-fondatrice de l'Arapi** (Association de professionnels et de familles pour la recherche sur l'autisme et la prévention des inadaptations), qui inclut pour la première fois les familles.

20 000

L'effectif des médecins en cumul emploi-retraite a été multiplié par 3.6 sur la période 2010-2023, passant de 5612 à **20 159 médecins**. Les médecins retraités en activité représentent aujourd'hui 10 % des actifs médicaux. Mais on ne connaît pas le temps de travail effectif de ces praticiens (atlas de la démographie médicale - Conseil de l'ordre des médecins).

SANTÉ

Baisse du tabagisme au niveau mondial - Dans un rapport paru le 16 janvier dernier, l'OMS constate un recul de la prévalence du tabagisme au niveau mondial. 150 pays sont parvenus à réduire la consommation de tabac. En Europe, le tabagisme féminin est le double du ratio mondial. (Le Monde, Organisation mondiale de la santé-OMS)

« **Polluants éternels** » : Les eaux destinées à la consommation de 166 000 habitants de la région Auvergne Rhône-Alpes comportent des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), (dits "polluants éternels"), à des taux supérieurs au seuil de référence européen, selon les résultats publiés par l'Agence régionale de santé (ARS). L'ARS a demandé des mesures correctives à la cinquantaine de communes concernées, situées pour la plupart dans la vallée de la chimie au sud de Lyon. (Le Monde)

IVG dans la Constitution : La commission des lois de l'Assemblée nationale a approuvé, mercredi 17 janvier, l'inscription dans la Constitution de « la liberté garantie » pour une femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse (IVG). (Le Monde)

POLITIQUES DE SANTÉ

Sports et santé - De nouvelles mesures en faveur des Maisons Sport Santé, et notamment un soutien financier de 12 millions € ont été annoncées pour l'année 2024. [Communiqué de presse](#)

Évaluation du plan maladies rares – « Le PNMR 3 (plan national maladies rares) a permis de consolider des organisations efficaces, développées puis structurées par les premiers PNMR mais une reconduction à l'identique du modèle serait insuffisante pour dépasser les limites qui demeurent et relever les défis émergents. **Les investissements massifs sont salués unanimement** avec quelques réserves dans un contexte où la dépense de soins connaît une tendance haussière et où l'impact de l'amélioration du diagnostic, de l'introduction de nouvelles thérapies reste incertain. D'importants progrès ont été réalisés en matière de diagnostic et de dépistage des maladies rares, il reste toutefois plusieurs leviers à activer pour minimiser l'errance diagnostique. Une véritable amélioration des prises en charge des maladies rares est notée, malgré un développement insuffisant du lien entre les acteurs du soin et du médico-social ». Cette [évaluation](#) du PNMR3 a été conduite de manière conjointe par le Haut conseil de santé publique et [Hcéres](#) (organisme privé d'évaluation).

Transformer le système de santé - Le groupe de réflexion « Économie Santé » publie chaque année ses [recommandations](#).

Financiarisation du système de santé – « Les déficits du système de santé et les défaillances de l'État ont favorisé une financiarisation de la santé qui touche aujourd'hui le secteur des soins primaires », alertent trois médecins, François Bourdillon, André Grimaldi et Michka Naiditch, dans une tribune au « [Monde](#) ». Une refondation globale du système de santé permettrait d'endiguer ce processus, affirment les auteurs. À noter également la parution d'un [article](#) de Yann Bourgueil et Daniel Benamouzig sur ce thème (Chaire santé Sciences Po)

BRÈVES

Servier a "définitivement" perdu. Le groupe Servier qui a commercialisé le Mediator, un médicament utilisé comme coupe-faim accusé d'avoir provoqué de graves lésions cardiovasculaires, a été **condamné en appel** à une amende totale de plus de 9 millions € et à rembourser plus de 415 millions € aux organismes de sécurité sociale et mutuelles. Le groupe pharmaceutique a été reconnu coupable de tous les délits qui lui étaient reprochés, y compris les délits d'"escroquerie" et d'"obtention induue de mise sur le marché" pour lequel il avait été relaxé en première instance. ([whats up doc](#))

Rapport annuel au Parlement sur les expérimentations innovantes en santé - L'Article 51 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) de 2018 permet aux professionnels du système de santé, grâce à des dérogations à certaines règles de droit commun, d'expérimenter de nouvelles façons de prendre en charge les patients, de mettre en place de nouvelles coopérations pluri professionnelles ou encore de renforcer les actions de prévention. Le nombre de projets autorisés est passé de 42 en 2019 à 144 en 2023. Chaque année, un rapport sur l'état d'avancement de ces innovations est effectué auprès du Parlement. [rapport](#) + [annexes](#)

Progression du salariat - Mattea Battaglia, journaliste du quotidien Le Monde, souligne l'attrait des médecins généralistes pour le salariat, qui serait un « symptôme de la crise de l'exercice libéral » dans un article paru début janvier.

Un tiers des praticiens américains envisageraient d'abandonner leur poste (États-Unis) – Selon une étude publiée dans le Jama (en anglais), un tiers des 18 000 médecins universitaires américains interrogés ont l'intention (moyenne ou forte) de quitter leur poste. Le burnout et l'accomplissement professionnel sont fortement associés à ce sentiment.

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}. Vous avez reçu cet email car vous êtes inscrit.e à Santé à voix haute #.

[S'inscrire.](#)

[Désinscription](#)



© 2024 La santé à voix haute